Obama et « la falaise fiscale » : les USA vers une cure d'austérité

samedi 12 janvier 2013, par LEMAITRE Yvan (Date de rédaction antérieure : 10 janvier 2013).

Après avoir siégé la nuit de la Saint-Sylvestre, le Congrès américain a adopté dans la nuit du 1er au 2 janvier une loi augmentant le taux d'imposition des foyers aux revenus supérieurs à 450 000 dollars par an de 35 % à 39, 6 %. Pas de quoi fouetter un chat mais la mise en scène de ce vote, faisant suite à une long psychodrame parlementaire entre Démocrates et Républicains, prépare les travailleurs et le peuple américains à une cure d'austérité drastique. Dette oblige.Cet accord aurait été rendu incontournable pour éviter le risque de la « falaise fiscale », une règle fixé en août 2011 quand les parlementaires américains avaient décidé de relever le plafond légal de la dette, faute de quoi le Trésor n'aurait plus eu le droit d'emprunter. Ils s'étaient alors donné jusqu'au 1er janvier 2013 pour trouver un compromis, au moment où le nouveau plafond de 16, 39 milliards de dollars de dette allait être atteint. Le plafond autorisé de la dette était relevé de 1 200 milliards de dollars avec la réduction d'autant des dépenses sur dix ans.

Soit les deux partis parvenaient à un accord sur les économies à réaliser, soit des coupes automatiques dans toutes les dépenses, d'un montant total de 110 milliards de dollars pour 2013, s'appliqueraient : des coupes budgétaires de 8 à 10 %, plus des hausses d'impôts de 400 milliards de dollars, ainsi que des réductions automatiques de dépenses publiques de plus de 100 milliards de dollars. La voie la plus courte vers la récession.

Préparer l'opinion

L'accord voté ne fait que différer le problème de deux mois. Les parlementaires ont prolongé les allocations chômage fédérales qui expiraient pour deux millions de personnes au 31 décembre 2012, et ils se sont contentés de maintenir les exonérations pour tous les revenus inférieurs à 450 000 dollars par an. Mais cela n'empêche pas d'autres impôts d'augmenter et en particulier les impôts prélevés sur les salaires dont les exonérations ont aussi expiré et n'ont pas été prolongées. En réalité, les trois quarts de la population verront leurs impôts augmenter cette année, y compris parmi les plus modestes.

Soulagées, les Bourses ont joué à la hausse. Obama a crié victoire : *« l'un des piliers de ma campagne présidentielle était de changer un code des impôts qui était trop favorable aux riches aux dépens de la classe moyenne »*. Il tente de faire jouer aux Républicains le rôle des méchants pour éviter de porter seul la responsabilité de l'austérité annoncée, tout en préparant l'opinion à celle-ci. C'est bien là le seul vrai désaccord entre eux !

En effet, l'accord budgétaire ne résout en rien le problème de l'envolée de la dette publique. À la fin du mois de février s'ouvriront de nouvelles négociations sur le relèvement incontournable du plafond de la dette publique, au-delà de 16 400 milliards de dollars, et de nouvelles coupes budgétaires et taxes. Le moment de payer l'ardoise des énormes subventions aux banques et aux grandes entreprises, qui ont fait bondir la dette suite à la crise de 2008, ne peut plus être repoussé. Aujourd'hui, la dette dépasse 100 % du PIB, soit plus de 52 000 dollars par habitant. Elle coûte plus de 220 milliards de dollars d'intérêts chaque année, ce qui est près de deux fois plus que les dépenses d'éducation.

C’est bien aux travailleurs et à la population que Démocrates et Républicains veulent la faire payer, un énorme transfert de richesses au profit des classes dominantes qui conduit à la régression sociale et économique.

Yvan Lemaitre

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 177 (10/01/13).